

Quand il s'agit de la Palestine et de son histoire qui est faite de « guerres gagnées et de paix perdues » il est évident qu'à l'origine de ce conflit et de sa forme violente (la guerre) il y a quelque chose qui est connecté au fait religieux. Autrement dit, il y a une promesse divine sur laquelle se sont greffés des éléments politiques et des interprétations idéologiques qui ont favorisé la contestation, fondement de la polémique et de la discorde, au détriment du consensus, fondement de la stabilité et de la paix.

Il est difficile d'expliquer le conflit israélo-arabe sans remonter dans l'histoire et sans s'interroger sur les mythes fondateurs de l'État d'Israël et la promesse de Yahvé au « peuple élu », sur l'idéologie sioniste et son rêve de la « Terre promise », sur la Déclaration Balfour et son excentricité, sur les résolutions de l'ONU et leur non application.

Depuis longtemps, la Palestine est une terre convoitée : Cananéens, Hébreux, Assyriens, Babyloniens, Perses, Grecs, Romains, Arabes musulmans, Croisés, Ottomans et beaucoup d'autres se sont donné rendez-vous dans ce pays. Puis il y a ceux qui n'ont pas pu fouler cette terre, mais dont l'esprit rêve d'accomplir un jour un pèlerinage à Jérusalem, cette ville trois fois sainte et qui passionne, pour des raisons diverses, la moitié de l'humanité. Évidemment, comme disait l'homme de lettres libanais Michel Chiha, ce ne sont pas les richesses matérielles qui attirent les convoitises des peuples vers cette terre, l'or vient de l'extérieur avec les désirs de conquêtes. Par conséquent, il est fort probable que c'est à cause de la confusion entre sacré et temporel que la Palestine a connu et connaît toujours un sort particulier : celui qui attache l'homme à une terre lointaine plutôt qu'à celle où il est né. Depuis 1990, environ un million de migrants juifs originaires de l'ex-Union Soviétique sont arrivés en Israël et selon la « Loi du retour », votée par la Knesset en 1952, ces migrants, qui sont nés et qui ont grandi ailleurs, sont aujourd'hui des Israéliens à part entière.

Avant l'arrivée des Juifs en Palestine, ce pays était depuis longtemps habité par les Cananéens. Donc, il est clair que les Juifs ne sont pas les premiers

habitants de la Palestine, et la Bible nous confirme cette réalité en soulignant que le premier nom qu'a connu la Palestine durant l'histoire fut la terre de Canaan. Il est important de savoir que les Hébreux ou les Israélites ont séjourné, selon la Bible, quatre siècles en Égypte avant d'arriver en Palestine. C'est Moïse qui a assuré l'exode de ce peuple hors d'Égypte, par la région du Sinaï où ils ont erré quarante ans. C'est dans ce désert également que Yahvé s'est révélé à Moïse et lui a donné la « Loi fondamentale ».

Moïse, pour conduire son peuple vers la « Terre promise », quitte le Sinaï en remontant sur la rive orientale de la mer Morte. Mais, avant de franchir le Jourdain, il meurt, puni par Dieu pour avoir douté. Son successeur, Josué, mène une attaque rapide contre Canaan où il s'est heurté aux Amorrites, aux Cananéens et aux Philistins. Cependant, Josué a réussi à occuper la Galilée, la Samarie et la Judée. Avec lui, la « Terre Promise » n'est plus une aventure spirituelle, une terre hors de l'histoire et de ses compromis, mais elle est plutôt celle où coulent le lait et le miel, elle est bien de ce monde. Avec la conquête de Josué se prépare le drame de ceux qui deviendront les Palestiniens et qui étaient à l'époque dénommés Philistins et Cananéens. Ces derniers étaient tous sédentaires. Après la mort de Josué, l'anarchie règne parmi les diverses tribus, le culte de Yahvé est abandonné et les Israélites servent les Dieux cananéens, notamment Baal et Astarté. Après une courte période d'anarchie, David a pu réaliser l'unité nationale et religieuse des Juifs. Mais, si son règne a représenté pour Israël l'apogée militaire, celui de Salomon, son fils et successeur, marque l'apogée de la prospérité et de la paix. La seule faiblesse de ce roi fut sa vie voluptueuse parmi les « mille femmes de son harem » et l'inclination de son cœur vers les dieux de ses femmes étrangères.

En 923 avant notre ère, le royaume de Salomon se scinde en deux États minuscules : Israël au nord et Juda au sud. Les conflits politiques et religieux étaient fatals pour ces deux États. En 727 avant notre ère, les Assyriens mirent fin à l'État du nord (Israël), tandis que le royaume du sud (Juda) fut détruit en 586 av. J.-C., par les Babyloniens. Ainsi prit fin le règne des Israélites en Palestine et une infime minorité y resta, vivant sous forme de petites communautés, sans organisation et sans unité, régies par l'autorité de ceux qui gouvernèrent dorénavant cette région du Proche-Orient.

Si les relations entre les Juifs et les Perses étaient marquées par une certaine compréhension, ces relations se détériorèrent avec l'arrivée, en 332 av. J.-C., des Grecs comme nouveaux conquérants. La cause de cette détérioration fut

l'antagonisme entre la culture traditionnelle juive, qui est purement religieuse, et la culture gréco-romaine ou l'hellénisme qui a fait émerger le stoïcisme et les sciences exactes. En 64 avant notre ère, dès l'instant où l'armée romaine a foulé le sol de la Palestine, les conflits entre Juifs et Romains n'ont pas cessé de s'aggraver. Mais la bataille décisive fut celle de 137 de notre ère. Après cet affrontement sanglant, Jérusalem fut détruite et, sur ses ruines, une nouvelle ville de style romain fut construite. À partir de cette date, les Juifs furent interdits, sous peine de mort, de pénétrer dans cette ville et même de venir la contempler de loin.

De cet aperçu historique, nous pouvons conclure que les Juifs sont entrés en Palestine postérieurement aux Cananéens, et que leur domination a toujours été limitée dans l'espace et dans le temps. Car, même à l'apogée du pouvoir juif, de vastes régions, notamment les régions côtières, sont restées sous le contrôle des Phéniciens et des Philistins. De cet aperçu historique, nous constatons aussi que le problème juif tire, en grande partie, son origine de ces grands événements historiques que nous venons d'évoquer. Ainsi, à partir du deuxième siècle de notre ère (notamment à partir de l'année 137), l'histoire juive n'est qu'une suite d'histoires particulières de groupes dispersés, jusqu'en 1948, date de la fondation de l'État juif d'Israël en Palestine.

Comment pouvons-nous expliquer qu'après dix-huit siècles de dispersion à travers le monde, les Juifs arrivent à fonder l'État d'Israël en 1948 ? Pour y répondre, il est indispensable d'aborder brièvement les trois événements décisifs qui ont joué un rôle capital dans la création de cet État : le premier congrès sioniste de Bâle en 1897, la Déclaration Balfour en 1917 et le partage de la Palestine en 1947.

En fait, après la destruction du second temple par les Romains, se produisent le phénomène de la Diaspora et la dispersion des Juifs à travers tous les pays du monde. Évidemment, ils perdent leur souveraineté politique et leur existence collective, tout en conservant leur identité religieuse. Ainsi, pendant dix-huit siècles, le retour à Sion demeure le thème principal et le but essentiel d'une minorité de Juifs. C'est dans cette perspective que tous les ans ils continuent à chanter la fameuse incantation « l'An prochain à Jérusalem », et c'est dans cette nostalgie du retour que le mouvement sioniste est né en 1897 à Bâle en Suisse. Quel est le but de ce mouvement ?

Avant de répondre à cette question, il est important de signaler que, durant dix-huit siècles d'exil, les Juifs étaient considérés comme des déicides,

« des corps étrangers enkystés dans les différentes sociétés » et des groupes minoritaires cimentés par la religion, le mépris et la persécution, comme disait Maxime Rodinson. Durant cette longue période d'exil, la Palestine n'était qu'une vague espérance messianique pour une minorité restreinte de Juifs. C'est à cet égard que l'on parle de sionisme religieux ou spirituel. Cette conception sioniste attend d'une intervention divine le retour à la « Terre promise ». Ce sionisme religieux a suscité une tradition de pèlerinage en « Terre sainte » et même la constitution de communautés spirituelles, en particulier à Safad au nord de la Palestine. Le philosophe et l'animateur du sionisme religieux, Martin Buber, n'a pas hésité à prêcher l'établissement en « Terre sainte » d'un centre de spiritualité hébraïque, en estimant que la création d'un État juif en Palestine entraînerait trop de compromissions et de recours à la violence. Le mouvement sioniste religieux, dénué de tout programme politique de création d'un État en Palestine, n'a jamais conduit à des affrontements avec les Arabes, qui se considèrent eux-mêmes comme appartenant à la postérité d'Abraham et de sa foi. Il fallut donc attendre l'année 1897, le congrès de Bâle en Suisse, pour voir naître un sionisme politique, favorisé par la montée d'une persécution anti-juive et la montée du nationalisme et du colonialisme en Europe. La politisation du judaïsme en 1897, qui a abouti un demi-siècle plus tard à la fondation de l'État d'Israël, a produit une idéologie politique qui utilise la religion juive à des fins politiques. Cette idéologie n'est qu'une machine de destruction, elle étouffe l'esprit critique et tue la liberté, l'égalité et la fraternité qui sont les fondements de l'humanisme du futur. Elle a légitimé une politique qui bafoue les valeurs humaines et universelles. L'universel, selon cette idéologie et de ses succédanés, c'est le local avec les murs tandis que pour l'écrivain portugais Miguel Torga l'universel « c'est le local moins les murs ».

Ce mouvement sioniste politique a pour but essentiel le rassemblement des Juifs dispersés à travers le monde entier et le retour à Sion (la Palestine). Dans son livre intitulé *L'État juif*, Théodore Herzl, fondateur de cette idéologie, a complètement oublié de mentionner l'existence du peuple palestinien, bien qu'à l'époque il y ait eu en Palestine environ 20 000 Juifs et 500 000 Palestiniens.

En fait, quand Herzl rêve à son éventuel État, il ne pense à aucun lieu précis. Au début de son ouvrage *L'État juif*, maintes possibilités sont envisagées

dont l'Argentine, le Canada, l'Ouganda, Chypre, l'Iraq et le Sinaï ¹. Ce n'est qu'en rédigeant les dernières pages de son livre qu'Herzl devient convaincu que le choix de la Palestine serait capable de donner à son projet la force émotionnelle nécessaire. C'est pourquoi il a ajouté dans son livre un passage où sa préférence va à la Palestine. Dans ce passage de dernière minute, Herzl considère que son éventuel État juif va constituer « une partie de l'Europe contre l'Asie ». Cette phrase incarne l'esprit colonialiste de son époque.

Comment alors Herzl va-t-il faire pour réaliser son objectif, surtout quand on sait que la Palestine à l'époque faisait partie intégrante de l'empire ottoman ? Pour réaliser son objectif, Herzl s'efforce d'obtenir du sultan ottoman Abdel Hamid et de l'empereur allemand Guillaume II (1898) une « charte » de colonisation en faveur de son projet. Mais, tous ses contacts, tant auprès du sultan que de l'empereur, restent en permanence décevants. À cause de cet échec, le mouvement sioniste va s'adresser cette fois-ci aux Anglais pour obtenir une promesse semblable à la promesse de Yahvé.

Le 2 novembre 1917, au moment où les Arabes palestiniens représentaient 90 % de la population de la Palestine et possédaient 97,5 % du territoire, le gouvernement de sa Majesté envisage, par le biais de la Déclaration Balfour, l'établissement en Palestine d'un foyer national pour les Juifs. Cette Déclaration incarne la trahison des promesses d'indépendance qui avaient été faites aux Arabes par la Grande-Bretagne en 1915 (Correspondance Hussein / Mac-Mahon ²). Dans le texte de cette Déclaration, aucun mot sur le peuple

¹ Nous pouvons lire dans les *Mémoires complètes de Théodore Herzl*, de Raphaël Patay, IV^e partie, p. 1302, une lettre que le dirigeant sioniste avait adressée à Lord Rothschild le 12 juillet 1902. Dans cette lettre, Herzl exposait le plan sioniste pour l'établissement de Juifs pauvres à El-Arich, dans la presqu'île du Sinaï et à Chypre. Dans cette même lettre, il exposait un autre plan secret, indépendant du premier mais non contradictoire, en vue de l'établissement de colonies juives en Iraq.

Peu avant sa mort, Herzl a failli renoncer au projet palestinien qui s'avérait très difficile à réaliser, voire impossible. Il a accueilli favorablement l'offre britannique, en 1903, d'un territoire de 5 000 km² en Ouganda. En fait, si le sionisme avait une inspiration purement et exclusivement religieuse, il n'accepterait jamais d'avoir une terre autre que celle de la Palestine.

² La Correspondance Hussein / Mac-Mahon est un ensemble de dix lettres échangées de 1915 à 1916 entre le chérif de la Mecque, Hussein Ben Ali et le haut commissaire britannique au Caire en Égypte, Mac-Mahon. Dans cet échange de lettres, la Grande-Bretagne,

palestinien qui constituait à l'époque la majorité écrasante de la population de ce pays. Cette Déclaration est donc une ingérence britannique dans les affaires des Arabes. Elle met en cause l'existence du peuple palestinien. Bref, c'est une nation qui a « solennellement promis à une deuxième le territoire d'une troisième ».

À partir de 1917, les Juifs vont appuyer leurs revendications concernant la Palestine (outre leurs revendications bibliques et mythiques) sur la Déclaration Balfour, qui va être incorporée par la suite dans le mandat. Car il ne faut pas oublier qu'après la capitulation de l'Empire ottoman en octobre 1918, la Grande-Bretagne devient la puissance mandataire chargée de mettre en œuvre la Déclaration Balfour. Quelle démarche ou quelle méthode va utiliser la Grande-Bretagne pour mettre en œuvre cette Déclaration ?

La méthode utilisée par les autorités mandataires s'appuyait essentiellement sur l'immigration juive vers la Palestine. Ainsi, la population juive, par rapport à la population totale du pays, passe de 8 % en 1919 à 12 % en 1922 ; elle atteint environ 17 % en 1931 et 32 % en 1947. Durant cette période (1919-1947), et malgré toutes les tentatives qui visent à modifier la structure démographique du pays, les Juifs ne sont pas parvenus à posséder plus de 6 % du territoire palestinien vers la fin de l'année 1947. Bien que toutes les données démographiques et historiques plaident à l'époque en faveur des Palestiniens, le 29 novembre 1947, l'Assemblée Générale des Nations Unies a adopté une résolution (n° 181) qui préconise le partage de la Palestine et la création d'un État arabe, d'un État juif et d'une zone internationale : celle de la ville de Jérusalem et de Bethlehem.

soucieuse de trouver des alliés dans la lutte contre les Ottomans, appuyés sur les Allemands, s'engageait à reconnaître, dès la fin des hostilités, l'indépendance de tous les territoires de langue arabe de l'empire ottoman, sous la direction du chérif Hussein. Les Arabes ont fondé alors leurs espérances sur cette correspondance et sur l'engagement britannique. Mais, quelques mois plus tard, en mai 1916, la Grande-Bretagne signait avec la France et la Russie les accords Sykes-Picot, qui sont en total désaccord avec la correspondance Hussein/Mac-Mahon. En termes plus clairs, les accords Sykes-Picot partageaient les territoires arabes, qui faisaient auparavant partie de l'empire ottoman en zone d'influence britannique et française :

- Zone britannique autour de Bassora et de Bagdad, ainsi que le port de Haïfa,
- Zone française en Syrie et au Liban,
- La Palestine, sauf Haïfa, placée sous une administration internationale, dont la forme sera définie en 1917.

Le résultat de cette résolution fut une tragédie humaine sans précédent dans l'histoire. En fait, l'Assemblée Générale des Nations Unies a partagé ce qu'elle n'avait pas le droit de partager. C'est pour cette raison que les Palestiniens (qui possédaient en 1947 environ 93 % de la superficie totale de la Palestine) étaient hostiles à l'application de cette résolution. Dans ce sens, Yasser Arafat, en prenant la parole à l'Assemblée Générale des Nations Unies le 13 novembre 1974 a déclaré : « Lorsque nous avons rejeté cette décision, notre attitude a été celle de la mère naturelle qui avait refusé au roi Salomon de couper son fils en deux alors que l'autre femme, qui le réclamait aussi, était tout à fait disposée à accepter cette solution ». Ce refus palestinien n'a pas pu influencer le déroulement des événements. C'est au moment où l'armée britannique était sur le point de se retirer de la Palestine que les combats s'intensifièrent entre les deux communautés antagonistes qui cherchaient à s'assurer le contrôle des territoires progressivement évacués par la puissance mandataire. Cette situation a déclenché l'exode d'une grande partie de la population civile palestinienne vers les pays arabes voisins. Environ 200 000 Arabes quittent le territoire palestinien dans la crainte de subir le sort des habitants du petit village nommé Deir Yassin, où, dans la nuit du 9 au 10 avril 1948, ses 250 habitants (femmes, enfants et vieillards) avaient été massacrés par les extrémistes de l'Irgoun sous la conduite de l'ex-Premier ministre israélien Menahem Begin. Ces actes terroristes, commis par les organisations sionistes, avaient comme objectif d'assurer un peuplement juif homogène dans le futur État qui fut proclamé le 14 mai 1948.

Dès la fondation de l'État d'Israël, un million et demi de Palestiniens furent expatriés et déracinés de leur terre natale. Installés dans des camps de réfugiés dans les pays arabes voisins, ces Palestiniens ont conservé leur identité et leur attachement à la Palestine. Leurs enfants, nés hors de leur patrie dans des camps de misère, se considèrent non comme originaires du pays où ils sont nés, mais comme venant de Jaffa, de Haïfa, de Naplouse, de Ramallah et d'autres villes palestiniennes. Les Palestiniens qui ont eu « la chance » de rester chez eux en « Israël » sont devenus des étrangers dans leur propre pays. Sans changer de pays, devenir en quelques jours, après le 14 mai 1948, une minorité au milieu d'immigrants étrangers est traumatisant pour le peuple palestinien. À ce propos, l'homme de lettres Salim Jibran disait : « Il n'est pas si aisé de passer du statut de majorité au statut de minorité en si peu de temps. » Ces Palestiniens vont ainsi subir l'expropriation de leurs terres et parfois de leur maison par l'administration militaire.

Bref, depuis la fondation de l'État d'Israël, l'instabilité est le maître mot au Proche-Orient. Huit guerres d'une grande envergure ont secoué cette région ; quatre millions de Palestiniens sont toujours déracinés de leur terre ; des centaines de villages arabes ont été rasés et souvent remplacés par des colonies de peuplements israéliennes ; des dizaines de camps de réfugiés palestiniens ceignent les grandes villes au Liban, en Syrie et en Jordanie ; Israël vit toujours dans un environnement hostile. Tous ces drames, y compris celui de la Bande de Gaza, sont les conséquences d'une injustice commise en 1948, quand on a décrété la mort d'un peuple pour en faire ressusciter un autre et quand Ben Gourion, dirigeant de l'Agence juive et futur Premier ministre, applique un plan systématique, le plan Daleth, visant, selon les termes de l'historien israélien Benny Morris, à « nettoyer le futur État de toutes les forces potentiellement hostiles ». L'ouverture des archives officielles israéliennes dans les années 1980, démontre que l'expulsion des Palestiniens a débuté en décembre 1947, quand les Nations Unies ont voté le plan de partage n° 181. L'historien israélien, Ilan Pappé, estime qu'il s'agissait bel et bien d'un « nettoyage » ethnique délibéré.

Avec l'accord d'Oslo et la poignée de main, symbolique entre Arafat et Rabin le 13 septembre 2003 sur la pelouse de la Maison-Blanche, quelques nuages noirs couvrant le ciel du Proche-Orient étaient dissipés. Cet accord, connu sous l'appellation « Gaza et Jéricho d'abord » a constitué un pas historique sur le chemin de la paix. Il a débouché sur la reconnaissance mutuelle entre Israël et l'OLP, en prévoyant un scénario étalé sur cinq ans afin de briser la montagne de glace qui séparait les deux peuples et afin d'instaurer un climat de confiance entre les Palestiniens et les Israéliens. La paix était donc en marche mais après l'assassinat de Rabin, le 4 novembre 1995, et l'arrivée au pouvoir de Netannyahou, le 29 mai 1996, le climat régional s'est alourdi et la dynamique d'Oslo s'est arrêtée. Malgré tous les accords signés avec les Palestiniens, les Israéliens n'ont jamais cessé d'accélérer la colonisation juive dans les territoires occupés en accordant le droit au retour d'« exilés » de 1872 ans et le non droit de ceux de 60 ans. Malheureusement, les Israéliens n'ont pas encore compris que la vraie sécurité de leur État n'est pas militaire mais politique, et que cette sécurité ne viendra que de la reconnaissance de cet État par les Palestiniens et les pays arabes voisins. Elle ne sera réalisée que par une paix juste et honorable, et non par des humiliations permanentes infligées aux Palestiniens, qui sont affaiblis par 60 ans de conflits et d'injustices. Actuellement, « le cœur d'Oslo est cassé » et la paix est

dans l'impasse jusqu'à nouvel ordre. Aujourd'hui, après 60 ans de conflit, il est scandaleux qu'un occupant exige du peuple dont il occupe la terre et qu'il l'affame des mesures susceptibles de lui assurer sa sécurité.

Soixante ans après la proclamation de l'État juif par David Ben Gourion et la nakba arabe, les Israéliens continuent à vivre dans un environnement hostile, confrontés aux mêmes questions : quelle place faut-il accorder aux Palestiniens qui revendiquent la même terre ? Leur État est-il fondé sur « une terre sans peuple » pour un « peuple sans terre » ? Est-il prêt à cesser d'être « l'État juif » pour devenir, « l'État de ses citoyens » ? Est-il prêt à reconnaître que les Palestiniens ont subi et ne cessent de subir l'occupation, les frustrations et les injustices ? Est-il prêt à accepter un État palestinien en se retirant des territoires occupés en 1967 et en accordant le droit au retour aux réfugiés palestiniens ? Est-il prêt à accepter une paix fondée sur le droit international et sur les résolutions des Nations Unies et non sur les textes bibliques et le rapport de force ? Est-il prêt à abandonner son idéologie sioniste, actuellement dans une impasse, via une coopération technique, économique et hydraulique avec les pays arabes voisins.

Cet ouvrage essaye de répondre à ces questions. Il regroupe les textes de communications présentées lors du troisième colloque international Montaigne *Palestine Israël : 60 ans de conflit*, organisé par l'Université Michel de Montaigne Bordeaux 3, en partenariat avec le Centre d'Études et de recherches sur le Monde Arabe et Musulman (CERMAM) du jeudi 11 au samedi 13 décembre 2008. Universitaires, journalistes, écrivains, diplomates, militaires de haut rang – français, arabes et israéliens – évoquent tous les aspects du conflit israélo-arabe et abordent avec rigueur et lucidité les questions cruciales qui sont à l'origine de ce conflit.

Je remercie vivement tous ceux qui ont contribué à la parution des Actes de ce colloque, en particulier nos invités les intervenants, Monsieur le Professeur Singaravelou, Madame le Professeur Sylvie Guillaume, Mesdames Françoise Mandouce, Isabelle Foucher, Martine Courrèges-Blanc, Mouna Alghosayn-Zaiter, Anne-Marie Filaire et Messieurs Alhadji Bouba Nouhou et Teddy Auly.

Samaha KHOURY
Professeur à l'Université de Bordeaux 3
Directeur du CERMAM